

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 49.287/4
DU 21 MARS 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 21 février 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant exécution de la loi du 20 mai 1994 relative à l'utilisation de militaires en dehors des forces armées », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations particulières

Article 1^{er}, alinéas 4 et 5

En exécution de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 mai 1994 relative à l'utilisation des militaires en dehors des Forces armées qui habilite le Roi à déterminer, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les groupes-cibles ainsi que les modalités qu'un militaire doit respecter pour pouvoir poser sa candidature à une utilisation, l'article 1^{er}, alinéa 4, 1° et 2°, du projet prévoit que si une procédure de comparution devant la commission militaire d'aptitude et de réforme a été entamée, la candidature du militaire intéressé pour un poste d'utilisation peut être agréée au plus tôt, le cas échéant, soit à la date à laquelle un recours n'est plus possible contre la décision de la commission militaire d'aptitude et de réforme soit à la date de la décision de la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel lorsque ces décisions déclarent le militaire apte médicalement, même pour un travail à mi-temps. L'article 1^{er}, alinéa 5, du projet prévoit en outre que « La candidature d'un militaire inapte médicalement temporairement ou définitivement est refusée ».

Interrogé sur la possibilité qui découle de l'article 1^{er}, alinéa 4, 1° et 2°, du projet qu'un militaire déclaré apte médicalement à mi-temps puisse poser sa candidature pour une utilisation alors que l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1994 dispose que « les

postes d'utilisation (ouverts par les employeurs) ne peuvent être que des postes à temps plein » et qu'il ressort du commentaire de l'article 4, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1994, tel que modifié par l'article 12 de la loi du 23 avril 2010 modifiant diverses lois applicables au personnel militaire, que « Le but de la mesure est de fournir aux employeurs exclusivement des travailleurs à temps plein. De la sorte, il est mis, le cas échéant, fin au régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours »¹, l'officier délégué a répondu ce qui suit :

« L'utilisation est prévue pour un travail à temps plein. Dans l'art. 1^{er}, alinéa 4, 1^o et 2^o, les mots ', même pour un travail à mi-temps' doivent être remplacés par les mots 'pour un travail à temps plein' et les mots ', zelfs voor halftijdse arbeid' doivent être remplacés par les mots 'voor voltijdse arbeid' ».

Les articles 3, § 2, et 4, de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme prévoient quatre types de décisions quant à l'aptitude médicale :

- « 1^o le militaire est déclaré apte médical;
- 2^o le militaire est déclaré apte médical à travailler à mi-temps;
- 3^o le militaire est déclaré inapte médical temporairement;
- 4^o le militaire est déclaré inapte médical définitivement ».

Par conséquent, il y a lieu, si telle est l'intention de l'auteur du projet, d'une part, à l'article 1^{er}, alinéa 4, 1^o et 2^o, du projet, de viser respectivement la date à laquelle un recours n'est plus possible contre la décision de la commission militaire d'aptitude et de réforme qui déclare le militaire apte médicalement et la date de la décision de la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel qui déclare le militaire apte médicalement et, d'autre part, à l'article 1^{er}, alinéa 5, du projet, de prévoir le refus de la candidature pour un poste d'utilisation d'un militaire déclaré apte médicalement à travailler à mi-temps.

Les alinéas 4 et 5 de l'article 1^{er} du projet seront revus au regard de cette observation.

Article 2, alinéa 1^{er}

L'article 2, alinéa 1^{er}, du projet utilise l'expression « lettre recommandée à la poste ».

Depuis l'entrée en vigueur, le 31 décembre 2010, de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n° 52-2432/1, p. 8.

des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, les envois recommandés utilisés dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives ne sont plus réservés à « La Poste » ².

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'article 4, § 6, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification ³, dont il résulte qu'à partir du 30 juin 2011 un recommandé électronique est présumé satisfaire à l'exigence d'un envoi recommandé, sauf disposition expresse en sens contraire.

En conséquence, dans un souci de simplification administrative, mieux vaut remplacer, dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du projet, les mots « lettre recommandée à la poste » par les mots « envoi recommandé ».

Article 5

Selon la disposition à l'examen,

« Entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au Moniteur belge :

1° les chapitres 5 et 7 de la loi du 23 avril 2010 modifiant diverses lois applicables au personnel militaire;

2° le présent arrêté ».

À moins d'une raison impérieuse, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles ⁴.

L'article 5 du projet sera revu en conséquence.

² L'article 144octies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, qui, en son paragraphe 2, réservait à La Poste « le service des envois recommandés (physiques) utilisés dans le cadre des procédures judiciaires ou administratives », a en effet été remplacé par l'article 17 de la loi du 13 décembre 2010.

³ Tel que modifié par l'article 41 de la loi du 13 décembre 2010 précitée, dont l'entrée en vigueur est fixée au 30 juin 2011, en vertu de l'article 57, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 151, a).

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme V. SCHMITZ, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.287/4
VAN 21 MAART 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 21 februari 2011 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot uitvoering van de wet van 20 mei 1994 betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 1, vierde en vijfde lid

Ter uitvoering van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht, waarbij de Koning gemachtigd wordt om bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de doelgroepen te bepalen alsook de nadere regels die een militair in acht moet nemen om zich kandidaat te kunnen stellen voor een beziging, wordt in artikel 1, vierde lid, 1° en 2°, van het ontwerp bepaald dat, wanneer een procedure is opgestart voor het verschijnen voor de militaire commissie voor geschiktheid en reform, de kandidatuur van belanghebbende militair voor een bezigingsbetrekking niet eerder kan worden aanvaard dan, naargelang het geval, op de datum waarop geen beroep meer mogelijk is tegen de beslissing van de militaire commissie voor geschiktheid en reform of de datum van de beslissing van de militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform als de militair bij die beslissingen medisch geschikt wordt verklaard, zelfs voor halftijdse arbeid. Daarnaast wordt in artikel 1, vijfde lid, van het ontwerp het volgende bepaald: “De kandidatuur van een militair die tijdelijk of definitief medisch ongeschikt is, wordt geweigerd”.

Aan de gemachtigde officier is gevraagd of artikel 1, vierde lid, 1° en 2°, van het ontwerp voor een militair die medisch geschikt is verklaard voor halftijdse arbeid de

mogelijkheid oplevert om zich kandidaat te stellen voor een beziging, terwijl in artikel 5, § 1, tweede lid, van de wet van 20 mei 1994 wordt bepaald dat “de (door werkgevers opengestelde) bezigingsbetrekkingen enkel voltijdse betrekkingen mogen zijn” en uit de bespreking van artikel 4, tweede lid, van de wet van 20 mei 1994, zoals gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 23 april 2010 tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel, blijkt dat “het doel van de maatregel (er) uitsluitend (in bestaat) voltijdse werknemers te leveren aan de werkgevers. Zo, wordt er, in voorkomend geval, een einde gesteld aan de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek”¹. De gemachtigde officier heeft daarop het volgende geantwoord:

“L’utilisation est prévue pour un travail à temps plein. Dans l’art. 1^{er}, alinéa 4, 1° et 2°, les mots ‘, même pour un travail à mi-temps’ doivent être remplacés par les mots ‘pour un travail à temps plein’ et les mots ‘, zelfs voor halftijdse arbeid’ doivent être remplacés par les mots ‘voor voltijdse arbeid’”.

Krachtens de artikelen 3, § 2, en 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform kunnen over de medische geschiktheid vier soorten beslissingen worden genomen:

- “1° de militair wordt medisch geschikt verklaard;
- 2° de militair wordt medisch geschikt verklaard voor halftijdse arbeid;
- 3° de militair wordt tijdelijk medisch ongeschikt verklaard;
- 4° de militair wordt definitief medisch ongeschikt verklaard”.

Als zulks de bedoeling van de steller van het ontwerp is, dient bijgevolg enerzijds in artikel 1, vierde lid, 1° en 2°, van het ontwerp respectievelijk te worden verwezen naar de datum waarop geen beroep meer mogelijk is tegen de beslissing van de militaire commissie voor geschiktheid en reform waarbij de militair medisch geschikt wordt verklaard en naar de datum van de beslissing van de militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform waarbij de militair medisch geschikt wordt verklaard, terwijl anderzijds in artikel 1, vijfde lid, van het ontwerp moet worden bepaald dat de kandidatuur voor een bezigingsbetrekking geweigerd dient te worden als de militair medisch geschikt is verklaard voor halftijdse arbeid.

Artikel 1, vierde en vijfde lid, van het ontwerp dient in het licht van deze opmerking te worden herzien.

¹ Parl. St, Kamer, 2009-2010, nr. 52-2432/1, 8.

Artikel 2, eerste lid

In artikel 2, eerste lid, van het ontwerp wordt de uitdrukking “bij ter post aangetekende brief” gebezigd.

Sedert de inwerkingtreding, op 31 december 2010, van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten, zijn aangetekende zendingen die in de loop van gerechtelijke of administratieve procedures gebruikt worden, niet meer voorbehouden aan De Post ².

De steller van het ontwerp wordt opmerkzaam gemaakt op artikel 4, § 6, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten ³, waaruit volgt dat een elektronisch aangetekende zending vanaf 30 juni 2011 geacht wordt aan de vereiste van een aangetekende zending te voldoen, behoudens uitdrukkelijke andersluidende bepaling.

Met het oog op administratieve vereenvoudiging is het bijgevolg beter om in artikel 2, eerste lid, van het ontwerp de woorden “bij ter post aangetekende brief” te vervangen door de woorden “aangetekende zending”.

Artikel 5

De voorliggende bepaling luidt als volgt:

“Op de dag van de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad treden in werking:

1° de hoofdstukken 5 en 7 van de wet van 23 april 2010 tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel;

2° dit besluit”.

² Artikel 144octies van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, waarvan paragraaf 2 “de dienst van (fysieke) aangetekende zendingen in de loop van gerechtelijke of administratieve procedures, ... aan De Post (voorbehield)” is immers vervangen bij artikel 17 van de wet van 13 december 2010.

³ Zoals gewijzigd bij artikel 41 van de voornoemde wet van 13 december 2010 in verband met welk artikel bepaald is dat het in werking treedt op 30 juni 2001, krachtens artikel 57, eerste lid, 2°, van dezelfde wet.

Tenzij er daartoe een bijzondere reden bestaat, dient men in principe af te zien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde eenieder een redelijke termijn toe te kennen om kennis te nemen van de nieuwe regels ⁴.

Artikel 5 van het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

⁴ *Beginnelsen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling nr. 151, a).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. V. SCHMITZ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY